

Les informations les plus importantes sur Sanamadougou et Sahou

Afrique-Europe-Interact soutient les communautés paysannes différentes qui sont concernées par l'accaparement des terres. Mais, entre-temps, la lutte collective avec les deux villages Sanamadougou et Sahou est devenu notre projet principal. C'est pourquoi on trouve ici les articles les plus importants, à ce sujet. En même temps, il convient de noter que les rapports sur nos activités au Mali et en Europe sont seulement documentés dans les rubriques [Résistance](#) et [Action en Europe](#)

5 Février 2016 | Lettre au Président Ibrahim Boubacar Keita - y compris d'autres documents juridiques

Monsieur le Président,

Permettez-nous (1) de vous contacter une nouvelle fois au sujet des deux villages Sanamadougou et Sahou de l'Office du Niger. La situation des habitant-e-s reste dramatique. Depuis juin 2010, les deux villages ont perdu l'accès à une grande partie de leurs terres agricoles, en raison d'un contrat de bail ordinaire entre l'Office du Niger et la Société Moulin Moderne du Mali (M3-SA) du promoteur Modibo Keita, contrat faisant l'objet d'un conflit de terres non résolu avec les habitant-e-s jusqu'à présent. Les habitant-e-s remettent explicitement en question le fait que le contrat de bail concerne leurs terres d'existence coutumière. C'est pourquoi, le tribunal chargé de cette affaire à Markala a commandé dans une décision de justice le 20 décembre 2012 une expertise indépendante, qui n'a jusqu'à présent malheureusement pas eu lieu (cf. pièce jointe 1).

Mai 2015 | Sanamadougou & Sahou (résumé de la lutte 2010-2015)

Nouvelles protestations des habitant-e-s de Sanamadougou et Sahou. Par la section européenne d'Afrique-Europe-Interact

Les deux villages Sanamadougou et Sahou au Mali luttent depuis 5 ans contre l'expulsion de leurs terres par le grand investisseur malien Modibo Keita. Dans ce contexte il y a de nouveau le projet d'une grande action paysanne le 2 juin 2015 – avec un sit-in illimité par les paysannes et paysans concerné-e-s. Le réseau transnational Afrique-Europe-Interact (auquel participent des initiatives de base au Mali, au Burkina Faso, au Togo, en Tunisie, en Autriche, en Allemagne et au Pays-Bas) soutient cette protestation, appelle concrètement à des donations et à des actions de solidarité devant les Ambassades maliens en Europe (1). Car après une longue période sans changement notable, nous avons réussi à exercer une pression considérable non seulement sur l'investisseur responsable mais aussi sur l'administration malienne grâce aux actions menées au Mali et en Allemagne, depuis mai 2014.

Mars 2015 | Tour de mobilisation au Office du Niger

Mars 2015

Après 2012 et 2014, en Mars 2015 une délégation de 13 membres d'Afrique-Europe-Interact (entre autres 3 militant-e-s d'Europe) a visité la troisième fois l'Office du Niger pour continuer l'organisation collective avec les paysans et paysannes là-bas. La délégation a visité les villages différents, en particulier Kourouma et Sanamadougou et Sahou. D'autres informations sur cette visite on trouve dans le texte [Résistance transnationale contre l'accaparement de terre au Mali](#). En plus nous avons documenté [beaucoup de photos des réunions avec les villageois](#)

dans la version allemand de ce sit web.

Novembre 2014 | Assemblée populaire à Sanamadougou et Sahou

Avec le soutien financier d'Afrique-Europe-Interact, une assemblée populaire a eu lieu à Sanamadougou, en Novembre 2014. 40 militants de la section Bamako de notre réseau a participé aussi. Sur cet événement le journal Soir de Bamako a publié le 2 decmber 2014 l'article suivant: "Concernant Expropriation des terres à l'office du niger: Les villageois se coalisent contre le Pdg du groupe Gdcm"

Les populations de Sanamadougou et Sahou dans l'arrondissement de Sansanding, cercle de Ségou, ne décolèrent pas contre le Président Directeur Général (Pdg) du Grand Distributeur de Céréales au Mali (Ggcm), M. Modibo Kéita, dans ses actions qualifiées par ses adversaires d'accaparement des terres en vue de réaliser son projet de culture de blé. Le week-end dernier, les populations s'étaient données rendez-vous dans le village de Sanamadougou pour fustiger les actions du Pdg du Gdcm à travers un grand rassemblement.

Sanamadougou et Saou ne doivent pas disparaître: stop avec l'accaparement des terres au Mali et partout ailleurs

Août 2014: Appel international de la section européenne d'Afrique-Europe-Interact

Le Mali a fait brièvement la une des journaux, début 2013, lorsque des milices islamistes ont occupé le nord du pays. Il s'en est suivi une intervention militaire conduite par la France au cours de laquelle des grandes villes comme Tombouctou et Gao ont pu être libérées. Et pourtant, la vie de la majeure partie de la population n'a pas subi de changements notoires que ce soit au nord ou dans le reste du pays.

La situation sociale des petits paysans et paysannes, qui représentent environ 75 % de la population, est particulièrement dramatique. Les villages de Sanamadougou et Saou, situés à 270 km de la capitale Bamako, sont représentatifs de cette situation.

Rapport gouvernemental sur Sanamadougou et Sahou & Reponse par les deux villages

Juillet 2014

Un rapport du gouvernement sur Sanamadougou et Sahou établi en juillet 2014 ayant été contredits directement dans une lettre détaillée par les deux chefs des villages de Sanamadougou et Sahou. Les deux documents sont disponibles [ici](#)

Les textes et articles différents sur le cas de Sanamadougou et Sahou (Mali)

Ici ce trouvent les informations différentes sur le cas d'accaparement des terres dans les villages de Sanamadougou et Sahou au Office du Niger (Mali):

- Mali: un accaparement de terres qui ne dit pas son nom
- Lettre ouverte de Sanamadougou et Sahou (Juillet 2014)
- Lettre ouverte à Monsieur le Gouverneur de Ségou (Mai 2013)
- Lettre ouverte de FIAN International à le Président du Mali (Décembre 2013)

Oakland-Institute: Comprendre les Investissements Fonciers en Afrique: Rapport Mali

2011 – avec les informations sur Sanamadougou et Sahou aussi

Le présent rapport recense et examine les investissements fonciers au Mali. Il présente des informations d'ordre général sur le contexte institutionnel et politique du pays notamment la situation macroéconomique actuelle, l'état de l'alimentation et de l'agriculture, et le climat actuel des investissements. En outre, il fournit des informations détaillées sur quatre accords d'investissements fonciers en cours au Mali.